



Des responsables du ministère de la Fonction publique et de la réforme administratives ont mis à nu un réseau de suspects qui, par des pratiques de corruption, se sont vus admis lors du recrutement de 1 000 enseignants de première année dans la fonction publique.

Arrêté après l'ouverture d'une enquête par les autorités compétentes, des rapports de fonctionnaires du ministère de la Fonction publique et de la réforme administrative indiquent que les six suspects, dont trois femmes, sont interrogés au commissariat central de Yaoundé.

Selon des informations rapportées, l'un des suspects est entré en service à la suite de la récente publication de la liste des candidats retenus pour le recrutement de 1 000 enseignants des écoles maternelles et primaires.

Malheureusement pour elle, la fonctionnaire présente a remarqué que son nom ne figurait pas sur la liste officielle des candidats reçus. La dame a présenté une fausse liste que lui avait remise son agent présumé.

Après vérification, la liste indiquait que 74 noms avaient été ajoutés à la liste officielle signée par le ministre.

Appelant les futurs candidats à s'abstenir de telles pratiques, le ministre Joseph Le a précisé

hier à Yaoundé que ces suspects seraient passibles de la loi et que l'un de leurs collaborateurs sera reconnu coupable.